



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANDT FRANCE

9 Route de Paris
BP 2
41100 Saint-Ouen

Références : 2025 - 484
Code AIOT : 0010001763

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement BRANDT FRANCE implanté 9 RTE PARIS 41100 SAINT-OUEN. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDT FRANCE
- 9 RTE PARIS 41100 SAINT-OUEN
- Code AIOT : 0010001763
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société BRANDT FRANCE à Saint-Ouen (41) fabrique en petites séries des appareils de cuisson.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	2 mois
6	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 3.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
8	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/04/2019, article 9.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Sans objet
5	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que le tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées présents dans l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral est toujours d'actualité, à l'exception des rubriques 2570 et 2940 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2565 2a : 10 900 L → A • 2560 B.1 : 9 548 kW → E • 2561 : sans seuil → DC • 2570 : 215 kg/j → DC : plutôt à la baisse , l'exploitant devra vérifier si ses activités sont toujours au dessus de 100kg/j, le seuil de la déclaration • 2575 : 40 kW → D • 2663 : 800 m³ → D : ok • 2910 : 7,4 MW → DC • 2925 : 52,22 kW → D : ok • 2940 : 28kg/j → D : plutôt à la baisse, l'exploitant devra vérifier si ses activités sont toujours au dessus de 10kg/j, le seuil de la déclaration <p>Le 10 juin 2022 l'exploitant a fait part à la préfecture de modifications de conditions d'exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La suppression de l'émissaire 16.2 suite au retrofit du tunnel : les points de rejets 16.1 et

16.2 ne deviennent désormais que le 16.1

- La suppression des points de rejet 7 et 8 d'eaux pluviales en raison du sens d'écoulement qui ne permettait pas d'avoir un débit suffisant pour réaliser les analyses.

Une demande de complément a été transmise le 28 juillet 2022, avec pour objet les éléments justifiant les travaux de retrofit du tunnel azoulay, les travaux de condamnation des points de rejets d'eaux pluviales, et le plan des réseaux actualisé en conséquence. L'exploitant n'a pas apporté de réponse à cette demande de complément.

Concernant la rubrique 2910, l'arrêté préfectoral indique :

- Chaudière gaz de ville : 1,521 MW
- Aérothermes gaz de ville : 5, 878 MW
- L'établissement ne possède pas d'appareil de combustion d'une puissance thermique nominale unitaire supérieure à 1 MW
- Puissance thermique nominale de l'installation : 7,4 MW (DC)

Les brûleurs, qui ne sont pas comptabilisés dans la rubrique 2910 sont ensuite décrits dans l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral. L'exploitant devra transmettre le détail de ses aérothermes.

L'exploitant devra mettre à jour sa situation administrative concernant les rubriques 2570 et 2940, et en apportant les justificatifs évoqués concernant ses rejets aqueux et atmosphériques. L'exploitant devra transmettre le détail de ses aérothermes pour la rubrique 2910.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;

- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Les installations de combustion exploitées sur le site ont une puissance thermique nominale totale de 7,4 MW.

Selon les dispositions du II de l'article R. 515-114 du code de l'environnement, l'exploitant aurait du transmettre certaines données de ses installations de combustion selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019 avant le 31 décembre 2023.

Ainsi, il est demandé à l'exploitant de réaliser cette transmission et de transmettre le numéro affecté à l'inspection des installations classées prouvant la bonne réalisation de cette transmission.

Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant :

<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>

L'exploitant n'a pas complété son installation dans le registre des MCP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau récapitulatif de ses installations, leurs puissances, leur énergie et leur nombre d'heures de fonctionnement annuelle.
Ce tableau précise notamment que l'ensemble des installations fonctionne au gaz de ville, comme indiqué dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 avril 2019.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les

<p>conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site étant soumis à autorisation au titre d'une rubrique de la nomenclature ICPE, l'installation n'est donc pas soumise au contrôle périodique au titre de l'article R 512-55 du code de l'environnement</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Livret de chaufferie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p> <p>3 chaudières : 571 (EMAT), 570 (EMAT) et 834 (DE DIETRICH) et vestiaire (FRISQUET)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le classeur/livret de chaufferie. Celui-ci contient l'ensemble des contrôles et des opérations d'entretien des 4 chaudières : 571 (EMAT), 570 (EMAT), 834 (DE DIETRICH) et vestiaire (FRISQUET). Pour chaque chaudière, il y a un contrôle annuel ainsi que des opérations de maintenance effectuées lors de la mise en service et tous les trimestres.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
Constats : Au sein de l'installation de combustion de l'exploitant, seules 3 de ses chaudières sont supérieures à 400kW : la 571, la 570 et la 834. D'après l'article 224-23, les rendements à atteindre pour chacune de ses chaudières sont : <ul style="list-style-type: none">• 571 : mise en place après 1998 et avant 2020, fonctionnant au gaz de ville : 90%• 570 : mise en place après 1998 et avant 2020, fonctionnant au gaz de ville : 90%• 834 : mise en place avant 1998 (en 1983), fonctionnant au gaz de ville, 0,4<P<2MW : 86% Le rendement est contrôlé tous les 3 mois lors de l'entretien trimestriel, et reporté sur un registre dédié. D'après l'article R. 224-31 du code de l'environnement, l'exploitant doit réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique par un organisme accrédité pour les chaudières de puissance comprise entre 400kW et 20MW, soit la 571, la 570 et la 834. Les deux derniers contrôle de l'efficacité énergétique ont été réalisés en 2023 et 2020 par l'APAVE. Cependant, ces contrôles ne concernaient que la chaudière 834. Ces contrôles n'ont pas relevé de non-conformité. L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle périodique de l'efficacité énergétique de ses chaudières 571 et 570.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 3.2.4						
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique						
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 K) et de pressions (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci dessous. 						
Concentration instantanée en mg / N m ³	Conduits n° 12.1, 12.2, 14.1, 16.1, 16.2 et 21.1	Conduits n° 1.1, 1.2 et 2.1	Conduits n° 3.1	Conduits n°4.1, 4.2, 6.1 et 9.1	Conduits n°18.1 et 18.2	Conduits n°20.1 et 22.1
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	/	/	3,00%	/	/	/
Poussières, y compris particules fines	/	40	40	40	/	40
Oxyde de soufre exprimé en SO ₂	100	/	/	/	/	/
Oxyde d'azote (NOX) en équivalent O ₂	200	/	400	/	/	/
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	/	/	/	/	110 (si le flux horaire roral de COV dépasse les 2kg/h)	/

(COVNM)					les 2kg/h)	
Acidité totale exprimé en H	0,5	/	/	/	/	/
Alcalins, exprimés en OH	10	/	/	/	/	/
Sb + cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	/	/	/	5 (si le flux horaire total dépasse les 25 g/h)	/	/
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) exprimés en HF	/	/	/	5 (si le flux horaire total dépasse les 500g/h)	/	/

Constats :

Campagne de mesure 2024

Les mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2024 ont été effectuées sur la première série de conduits référencés dans l'arrêté préfectoral (12.1, 12.2, 14.1, 14.2 et 16.1). Les paramètres analysés comprenaient : la température, la vitesse et le débit, l'humidité, le SO₂, ainsi que les H et les OH. L'ensemble de ces paramètres, mesurés lors de la campagne 2024, se conforme aux valeurs limites d'émission stipulées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Toutefois, il convient de noter que l'arrêté préfectoral impose également ces mesures pour les conduits 16.2 et 21.1. En ce qui concerne le conduit 16.2, celui-ci a été rétrofité et est désormais connecté au conduit 16.1, comme spécifié dans le porter à connaissance de l'exploitant en 2022. En revanche, pour le conduit 21.1, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émission requises.

Campagne de mesure 2023

Les mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2023 ont été effectuées sur la première série de conduits référencés dans l'arrêté préfectoral (12.1, 12.2, 14.1, 14.2 et 16.1). Les paramètres

analysés comprenaient : la température, la vitesse et le débit, l'humidité, le SO₂, ainsi que les ions H et OH. L'ensemble de ces paramètres, mesurés lors de la campagne 2023, se conforme aux valeurs limites d'émission stipulées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Toutefois, il convient de noter que l'arrêté préfectoral impose également ces mesures pour les conduits 16.2 et 21.1. En ce qui concerne le conduit 16.2, celui-ci a été rétrofité et est désormais connecté au conduit 16.1, comme spécifié dans le porter à connaissance de l'exploitant en 2022. En revanche, pour le conduit 21.1, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émission requises.

Campagne de mesures 2022

Les mesures des rejets atmosphériques pour l'année 2022 ont été effectuées sur cinq séries de conduits : la première série (12.1, 12.2, 14.1, 14.2 et 16.1), la deuxième série (3.1), la troisième série (4.1, 4.2, 6.1 et 9.1), et la cinquième série (20.1 et 22.1).

Concernant la première série de conduits, les paramètres analysés comprenaient : la température, la vitesse, le débit, l'humidité, le SO₂, les NO_x, ainsi que les ions H et OH. L'ensemble de ces mesures se conforme aux valeurs limites d'émission stipulées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Seul le conduit 16.2 n'a pas été mesuré, comme spécifié dans le porter à connaissance déposé par l'exploitant en 2022.

Pour la deuxième série de conduits, incluant les conduits 1.2 et 2.1, les mesures ont porté sur les poussières. L'ensemble de ces mesures respecte les valeurs limites d'émission prescrites. Le conduit 1.1 n'a pas fait l'objet d'une campagne de mesure.

Concernant le conduit 3.1, les paramètres analysés comprenaient les poussières et les NO_x. Les résultats obtenus sont conformes aux valeurs limites d'émission. Cependant, cette campagne de mesure n'a pas été ramenée à une concentration de référence en O₂ ou CO₂ de 3%.

Pour la série de conduits 4.1, 4.2, 6.1 et 9.1, les paramètres mesurés comprenaient : la température, la vitesse, le débit, l'humidité, les poussières, le HF et les métaux. L'ensemble de ces mesures se conforme aux valeurs limites d'émission stipulées.

Enfin, pour la série de conduits 20.1 et 22.1, les paramètres analysés comprenaient : la température, la vitesse, le débit, l'humidité et les poussières. Ces mesures respectent également les valeurs limites d'émission prescrites.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émission pour l'ensemble de ses conduits.

En particulier :

- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites fixées pour les SO₂, les NO_x, les H⁺ et les OH⁻ pour le conduit 21.1 tous les ans
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites fixées pour les

<ul style="list-style-type: none"> • poussières pour le conduit 1.1 • L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites fixées pour les poussières et les NOX avec une concentration de référence d'O₂ ou de CO₂ de 3% pour le conduit 3.1. • L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites fixées pour les COVNM pour les conduits 18.1 et 18.2
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2019, article 9.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <p>Rejets des conduits n° 12.1, 12.2, 14.1, 14.2, 16.1, 16.2 et 21.1 (traitements de surface) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paramètres : débit, oxyde d'azote (NOX) en équivalent SO₂, acidité totale exprimé en H, alcalins exprimés en OH • Fréquence : tous les ans • Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé <p>Rejets des conduits n°1.1, 1.2 et 1.3 (application de peinture en poudre et four IR) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paramètres : débit, poussières (y compris particules fines) • Fréquence : tous les 3 ans • Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé <p>Rejets des conduits n°3.1 (Four pour la polymérisation par brûleur) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paramètres : débit, teneurs en O₂, oxyde d'azote (NOX) en équivalent SO₂, poussières (y compris particules fines) • Fréquence : tous les 3 ans • Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire

agréé

Rejets des conduits n°4.1, 4.2, 6.1 et 9.1 (application et cuisson des émaux) :

- Paramètres : débit, poussières (y compris particules fines), Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn, Ni, V + Zn, Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules exprimés en HF)
- Fréquence : tous les 3 ans
- Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé

Rejets des conduits n°18.1 et 18.2 (application de colles et encres) :

- Paramètres : débit, teneurs en O_2 , oxyde d'azote (NOX) en équivalent SO_2 , poussières (y compris particules fines)
- Fréquence : tous les 3 ans
- Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé

Rejets des conduits n°20.1 et 22.1 (grenailleuse et brossage) :

- Paramètres : débit, poussières (y compris particules fines), composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)
- Fréquence : tous les 3 ans
- Méthodes d'analyses : mesures effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé

Constats :

Les résultats de mesures des rejets atmosphériques sont décrits dans le point de contrôle précédent.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la fréquence de surveillance de ses émissions atmosphériques.

- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect d'une surveillance annuelle pour le conduit 21.1 tous les ans
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect d'une surveillance tous les 3 ans pour le conduit 1.1
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect d'une surveillance tous les 3 ans pour les conduits 18.1 et 18.2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois